



**Comité spécial sur l'élaboration d'une convention
contre la criminalité transnationale organisée**

Onzième session

Vienne, 2-27 octobre 2000

Point 5 de l'ordre du jour

**Finalisation et approbation de l'instrument juridique international
additionnel contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu,
de leurs pièces, éléments et munitions**

Propositions et contributions

**Proposition du Président sur l'article 9 du projet révisé de Protocole
contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces,
éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies
contre la criminalité transnationale organisée**

Le Président propose de modifier l'article 9 comme suit:

*"Article 9
Marquage des armes à feu*

1. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 du présent Protocole, les États Parties:

a) Veillent à l'application, sur toute arme à feu fabriquée exclusivement pour équiper l'armée ou les forces de sécurité d'un État Partie, d'une marque unique permettant à tous les États Parties d'identifier aisément le pays de fabrication et rendant possible le traçage de cette arme à feu par les autorités compétentes de cet État Partie;

a) *bis* Exigent, au moment de la fabrication de toute autre arme à feu, l'application d'une marque appropriée unique indiquant le nom du fabricant, le pays de fabrication et le numéro de série de cette arme à feu;

b) Exigent l'application sur chaque arme à feu importée d'une marque simple appropriée permettant d'identifier le pays et, si possible, l'année d'importation et rendant possible le traçage de l'arme à feu par les autorités compétentes de ce pays, ainsi que d'une marque numérique ou alphanumérique unique, si l'arme à feu ne porte pas une telle marque;

b) *bis* Les conditions énoncées à l'alinéa b) du présent paragraphe n'ont pas à être appliquées en cas d'importation temporaire d'armes à feu à des fins licites vérifiables;

c) [*Supprimé.*];

d) Veillent, au moment du transfert d'une arme à feu des stocks de l'État en vue d'un usage civil permanent, à l'application d'une marque appropriée unique permettant à tous les États Parties d'identifier le pays de transfert et comprenant un code numérique ou alphanumérique.

2. Les États Parties encouragent l'industrie des armes à feu à élaborer des procédés qui empêchent l'effacement ou l'altération des marques.”
